

2- *Les années d'impatience* de Gérard Pelletier

Gérard Pelletier, *Les années d'impatience*, Montréal, Stanké, 1983, 320 pages.

André Renaud

Numéro 33, printemps 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/39402ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

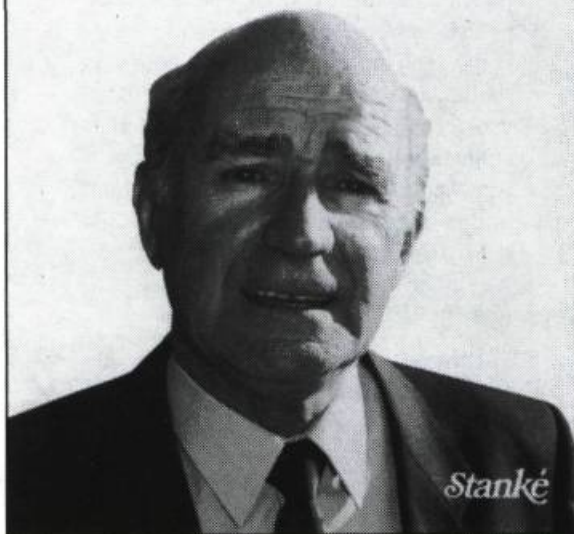
Citer ce compte rendu

Renaud, A. (1984). Compte rendu de [2- *Les années d'impatience* de Gérard Pelletier / Gérard Pelletier, *Les années d'impatience*, Montréal, Stanké, 1983, 320 pages.] *Lettres québécoises*, (33), 77–79.

GÉRARD PELLETIER

LES ANNÉES D'IMPATIENCE

1950-1960



2- Les années d'impatience

de Gérard Pelletier

Nous avons d'ores et déjà acquis l'habitude de renvoyer aux années 1960 en employant l'expression «révolution tranquille». Expression plus ou moins bâtarde qui fait se réunir deux contraires, mais qui semble avoir frappé l'imagination et qui est aujourd'hui passée dans les mœurs.

Ce sont sans doute les événements politiques de la fin des années 1950 et de 1960 qui, marquant la fin d'une époque et le début d'une ère nouvelle, retiennent en premier lieu l'attention de l'historien. En 1959, Maurice Duplessis est allé mourir à Thetford Mines. Avec lui allait couler à pic la dernière ligne d'une arrière-garde têtue et arriérée. Malgré la bonne volonté de Paul Sauvé et l'effort populaire d'Antonio Barrette, le duplessisme — peut-on parler ainsi? — allait disparaître à jamais et le Québec allait entreprendre le renouvellement de ses institutions et apprendre à marcher dans l'avenue de la modernité.

Mais tout ne s'explique pas par la première victoire du Parti libéral et par les

interventions de l'équipe du tonnerre de Jean Lesage. Il y a eu également les années 1950 et d'autres interventions, parfois discrètes, parfois éclatantes, qui déjà attestent l'impatience et la colère de tout un groupe d'individus qui s'impliquent dans l'ordre politique et social pour faire éclater les choses. Révolution tranquille, que la grève de l'amiante, à Asbestos (1949)? On n'en est plus sûr et tout ce chapitre, avec la sombre affaire Charbonneau, reste à récrire...

C'est dans cette perspective que Gérard Pelletier a rédigé sa chronique des années 1950-1960. Pour s'adonner à une seconde réflexion, pour remettre, selon sa mémoire et selon sa perception de la réalité d'ici, les choses à leur place, comme on dit.

L'auteur nous propose donc une suite de neuf chapitres où il raconte les événements majeurs qui se sont déroulés dans la province de Québec et au Canada durant cette décennie; et il le fait en suivant à la trace les principaux acteurs des épisodes qu'il a retenus.

De quoi parle-t-il surtout? Des perturbations perceptibles de la fin des années 1940, de la grève de l'amiante, de l'après-guerre, de la paysannerie en déclin, du syndicalisme montant, de l'opposition qui s'organise et de l'apparition de *Cité Libre*, le 14 juillet 1950. Il poursuit en faisant l'éloge des mouvements de transition qui se sont inscrits dans la coulée des grandes revues de l'Europe, *Esprit* par exemple, et qui ont permis aux laïcs d'ici de réclamer enfin la place que le clergé avait tenue en exclusivité dans le pays de Mgr Bourget et du chanoine Groulx. Il parle du Rassemblement, de l'avènement, pour lui véritablement révolutionnaire, de la télévision et de la grève des réalisateurs de Radio-Canada qui, aux yeux de Gérard Pelletier, aura constitué un épisode majeur dans l'histoire du syndicalisme chez nous et, partant, dans l'histoire de l'acquisition des droits fondamentaux.

Voilà pour les principaux événements que retient le mémorialiste. Quels sont les acteurs qu'il préfère surtout? René Lévesque, d'abord. Le René Lévesque de

Point de Mire, celui de l'Hydro-Québec et, surtout, celui de la grève des réalisateurs. Pour le Chef du Parti québécois l'auteur conserve un respect sans ombres et qu'il tient à réitérer à plusieurs reprises dans son ouvrage. René Lévesque y apparaît, dans sa complexité évidente, comme un être intelligent et ardent, totalement dévoué aux causes qui ont su le convaincre, toujours en retard et dur à vivre.

Pour leur part, Pierre Trudeau et Jean Marchand, les deux autres colombes, reçoivent, dans ce livre, des témoignages de loyauté où l'amitié est constante et l'objectivité réelle.

Que des hommes aussi différents se soient alliés pour les mêmes causes ne surprendra que ceux qui connaissent mal les dossiers de ces années-là et qui ne voient pas que la communauté de vue était pour ainsi dire exigée par les circonstances. Formé par les Jésuites, timide et solitaire, mieux nanti que les autres, le futur premier ministre sentait son action soutenue par le dynamisme endiablé et bourru d'un Jean Marchand perçu ici comme un homme au génie pratique.

Si Trudeau préfère la dialectique quelque peu abstraite et s'exprime plus

aisément dans les pages de *Cité libre*, Jean Marchand monte volontiers sur les tribunes populaires et pratique sans hésiter le langage frondeur et belligérant de l'ouvrier.

Maurice Duplessis est partout dans la décennie dont parle Gérard Pelletier: il est donc omniprésent dans ses mémoires. Mais l'auteur lui consacre surtout le chapitre trois. Lapidaire, direct, précis, le verbe me paraît fondé sur la réalité et Duplessis en prend pour son rhume. Responsable de la grande noirceur où nous avons été trop longtemps maintenus, l'ancien premier ministre y passe pour un homme petit et mesquin qui ne mérite aucune reconnaissance du peuple québécois et dont on a eu tort d'exhiber la statue sur la pelouse de l'édifice de l'Assemblée nationale.

Un bon mot pour le Frère Untel des *Insolences*, une gifle au chanoine Groulx, plus souvent inspiré par un nationalisme borné et désuet, un hommage discret à sa femme, quelques coups de chapeau aux autres artisans du réveil des années 1950 et les mémoires s'arrêtent à la porte de la décennie suivante dont l'auteur devra également parler s'il veut — il le doit — terminer son ouvrage (mot employé ici dans le sens québécois).

Gérard Pelletier nous offre ici un livre intéressant à plus d'un point de vue. Égocentriques et apologétiques, les mémoires sont souvent composés d'anecdotes, de ragots et de radotage. Ici, c'est tout le contraire et l'auteur a bien pris soin de parler des autres beaucoup plus que de lui-même.

Sa mémoire nous a paru fidèle, ce qui n'empêche ni le trait mordant, ni l'expression acidulée ni le jugement subjectif. Journaliste chevronné, Gérard Pelletier a une plume concise et alerte, très agréable à suivre.

Témoin, comme plusieurs autres, d'une époque heureusement révolue, héritier d'un système d'éducation également périmé, tributaire d'une société cléricale et d'un État paternaliste tels qu'il n'en existera jamais plus ici, Gérard Pelletier ne peut pas se dérober au témoignage public. Ni les autres de son groupe. Les générations à venir auront besoin de leurs témoignages.

André Renaud

Gérard Pelletier, *Les années d'impatience*, Montréal, Stanké, 1983, 320 pages.

Extrait

Les réactionnaires de l'époque n'aimaient pas tous M. Duplessis, qui n'était d'ailleurs pas un homme aimable. Mais ils se reconnaissaient en lui. Leurs peurs étaient les siennes et son habileté à les conjurer leur rendait l'homme acceptable.

Pour nous, c'était exactement le contraire. Le règne de Maurice Duplessis a coïncidé avec notre jeunesse. Nous sortions de l'adolescence quand il arriva au pouvoir; nous touchions la quarantaine quand il l'a quitté. Or, pendant ces vingt années, ce ne sont pas seulement des désaccords occasionnels qui nous opposèrent à lui mais un refus obligé, profond et constant de ses positions les plus fondamentales. On pourrait dire, en bref, que Maurice Duplessis a mis en oeuvre, tout au long de sa vie, le contraire absolu de la politique dont nous rêvions. Notre génération avait compris que la collectivité québécoise retardait sur son temps, qu'il fal-

lait à tout prix nous remettre à jour sans délai, accélérer le processus que la période de guerre avait amorcé. Mais Duplessis et ses comparses appuyaient de tout leur poids considérable sur tous les freins disponibles...

Il était inévitable que le premier affrontement se produisît dans le domaine syndical.

D'abord parce que les travailleurs manuels étaient les premières victimes de nos retards collectifs. La classe ouvrière sortait à peine du véritable enfer où l'avait plongée la crise économique des années 30: chômage massif et salaires de famine¹, taudis urbains, mortalité infantile qui atteignait dans les quartiers ouvriers de Montréal des niveaux cauchemardesques, pauvreté de l'enseignement primaire, fréquentation scolaire la plus basse du Canada... La litanie de ces misères serait presque in-

terminable si on entreprenait de la ré-citer tout entière.

Et surtout, notre société s'accommodait fort bien de cet état de choses, pour la très simple raison qu'elle n'en avait jamais pris conscience. Dans notre idéologie officielle de l'époque, il n'y avait tout bonnement pas de place pour la classe ouvrière. Les travailleurs d'usine y faisaient figure d'intrus. Ils avaient le mauvais goût d'exister. N'eût-il pas été plus simple pour tout le monde qu'ils restent paysans comme aux origines, bien tranquilles au fond de leurs campagnes (sauf en 1837...) ou bien qu'ils deviennent des bourgeois? Alors, on aurait pu se parler. Tandis que maintenant, nos penseurs traditionnels n'avaient rien à dire à ces masses de ruraux déracinés qui aménageaient tant bien que mal dans l'inconfort un peu sordide de nos banlieues ouvrières. Pourquoi diable étaient-ils venus là?

À travers toute mon enfance, aussi bien à l'école qu'à l'église, j'ai entendu ad nauseam des condamnations de la vie urbaine source de tous les maux, lieu d'élection de tous les vices, bouillon de culture de tous les péchés, à commencer par l'alcoolisme. Cette prédication était si persistante qu'on finissait par se demander pourquoi tous ces imbéciles de travailleurs manuels avaient quitté le paradis terrestre campagnard pour l'enfer des villes. Était-ce, de leur part, bêtise ou méchanceté? Nous n'avions guère d'autres motifs à leur attribuer. L'idéologie officielle faisait bon marché des misères campagnardes. Si les jeunes affluaient vers les villes, c'est qu'ils refusaient l'austérité de la vie rurale, c'est qu'ils fuyaient l'effort, attirés par l'illusoire facilité de la vie urbaine.

Certains de nos maîtres, à Nicolet, dans le premier collège de mon adolescence, ne cachaient pas leur mépris pour la condition ouvrière. Un garçon d'Asbestos dont le bulletin mensuel présentait des failles graves se faisait dire en public, à la lecture des notes, qu'il méritait de retourner à la mine, «piocher le coton» avec son père et ses frères, qu'il ne valait guère mieux. La vie en usine n'avait aucune dignité propre, au regard de l'idéologie dominante; elle servait de repoussoir aux charmes bucoliques du travail agricole. Je ne retrouve dans ma mémoire aucun prêche ni aucun discours qui exaltât le travail industriel, qui reconnût même son utilité sociale.

Bref, notre idéologie tournait le dos au monde industriel où notre peuple, dans les faits, se trouvait engagé depuis bientôt cent ans. Elle cultivait l'agriculture. Au plus fort de la Grande Dépression, elle n'avait d'autre remède à proposer, face à l'extrême misère des travailleurs, que le retour à la terre, la colonisation de l'Abitibi et autres régions excentriques du Québec. Mais il fallait voir, pour y croire, les conditions de vie de ces colons! Nos promenades à skis, quand j'étudiais à Mont-Laurier en 1938-39, me permirent d'en prendre connaissance. Il nous arrivait souvent, si le froid mordait trop fort, d'entrer nous réchauffer chez de jeunes agriculteurs installés depuis peu dans la région. Je n'oublierai jamais la propreté méticuleuse ni l'effroyable pauvreté de

ces maisons. Des couvertures de lit pendues à des fils y servaient de cloisons. Si nous survénions au milieu d'un repas, nous les bien nourris du Collège de la Santé², nous avions honte d'apercevoir sur la table les rations sans viande, pommes de terre ou galettes de sarrasin, qui formaient l'ordinaire de ces «conquérants du sol» glorifiés par la propagande officielle. Plus tard, militant syndical, je devais retrouver à Normétal des fils de colons abitibiens dont la guerre avait fait des mineurs de fond. Un soir de grève, comme j'interrogeais l'un d'eux sur les raisons qui avaient arraché sa famille à l'Est montréalais, dans les années 30:

«On n'est pas venu ici pour s'enrichir, m'a-t-il répondu. On savait que ça serait dur d'atterrir en plein bois, pour faire un métier qu'on avait oublié depuis longtemps. Au fond, je pense que nos parents sont venus cacher leur misère en Abitibi. Ils n'espéraient pas grand-chose de plus...»

Cette misère, notre génération en avait pris conscience par degrés, à la faveur de la crise, puis de la guerre. Misère physique, mais plus encore intellectuelle et spirituelle. Quand le père Henri Roy, cet inspiré un peu bizarre, fondateur de la J.O.C. canadienne, s'était écrié en 1935: «Emparons-nous des désemparés!», nous avions tout de suite compris. Il parlait certes de toute une jeunesse dépenaillée qui abandonnait l'école à douze ans et battait la semelle dans nos villes grandes et petites, au cours de nos longs hivers, à la recherche d'un travail inexistant. Mais il parlait aussi de garçons et de filles proprement abandonnés à eux-mêmes, dont personne ne s'occupait ni ne se préoccupait. À moins qu'ils ne fussent orphelins, bâtards ou malades, les oeuvres du clergé ne leur étaient pas destinées. La misère, à l'époque, c'était de vivre la vie normale d'un jeune ouvrier en chômage. L'A.C.J.C.³ des Jésuites, catholique et nationaliste, n'en avait que pour les bourgeois et pour les collégiens en passe de le devenir. Les jeunes travailleurs n'auraient du reste rien compris aux travaux littéraires de cette A.C.J.C., aux campagnes qu'on y menait en faveur du «bon parler français», du timbre et de la monnaie bilingues. La classe ouvrière avait d'autres problèmes en tête!

La longue inaction du Québec dans le domaine des lois sociales, les travailleurs en faisaient les frais. Quand fut adoptée chez nous la première loi sur les accidents du travail, l'Ontario appliquait la sienne depuis vingt-sept ans. De même pour l'école obligatoire, le vote des femmes et les premières mesures québécoises contre les maladies industrielles. De ce long retard, la bourgeoisie ne pâtissait guère. Aussi voyait-elle spontanément chaque innovation dans ce domaine, si tardive qu'elle fût, comme une menace à nos traditions, à notre mode de vie «catholique et français», ou comme un grave danger pour l'autonomie provinciale au sein de la Confédération.

À ce sujet, on ne lit pas sans stupeur, dans les Mémoires de Lionel Groulx, les pages consacrées à l'institution des allocations familiales et des pensions de vieillesse par le gouvernement canadien. Pas un instant le bon chanoine ne s'arrête aux mérites du projet de loi. La misère des familles nombreuses, le sort des défavorisés, l'esclavage des mères dans les quartiers ouvriers, ce n'est pas son affaire. Seule le préoccupe l'incursion fédérale dans les plates-bandes constitutionnelles de la province. Des amis à lui montent une action de taille contre le projet de loi. Il s'agit de convaincre Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, de dénoncer publiquement la mesure. Et quand ce dernier répond: «Il y a des misères à soulager; peu m'importe d'où l'argent viendra», le chanoine se demande: «Où ces divagations vont-elles le conduire⁴?» Pas un instant il ne s'interroge sur la pertinence de son propre acharnement à dresser un évêque contre un gouvernement qui ne mettait en cause ni la doctrine ni la morale...

On croit rêver.

Et pourtant on ne rêve pas. Telle fut bien l'époque.

1. Un travailleur du textile, en 1936, travaillant de 25 à 50 heures pour s'acheter une paire de chaussures, soit à des taux de 10 à 20 cents l'heure.
2. C'est ainsi qu'on nommait notre institution parce qu'elle accueillait «dans les montagnes et le bon air» les étudiants menacés de tuberculose.
3. Association catholique de la jeunesse canadienne.
4. Lionel Groulx, *Mes Mémoires*, Fides, Montréal, 1974, vol. IV, p. 269.